

LE CHEF
DU
DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL

*Entretien avec M. CONTUMAS, Ambassadeur de Grèce,
Le mercredi 13 novembre 1957, à 9 h. 45*

M. Contumas a été chargé par son Gouvernement de faire une démarche auprès de moi avant la réunion des Ministres de l'OECE qui débute demain. Le Gouvernement grec est désireux de participer à la zone de libre échange. Mais il attache une importance primordiale à deux questions que l'Ambassadeur a déjà discutées avec les techniciens, notamment avec le Ministre Schaffner. Il a senti auprès d'eux une certaine réticence. C'est pourquoi son Gouvernement l'a chargé de me voir pour attirer mon attention sur l'aspect des problèmes économiques qui se posent actuellement à la Grèce.

1ère question: Création d'un fonds d'investissement qui permettrait de fournir à la Grèce des capitaux dont l'utilisation devrait faire l'objet d'un contrôle de la part des pays qui constitueraient ou alimenteraient ce fonds.

2e question: Le Gouvernement grec aimerait que les autorités fédérales encouragent les milieux privés à faire des investissements en Grèce. Non seulement des capitaux seraient fournis, mais encore des ingénieurs et des techniciens pourraient travailler en Grèce pour exécuter les travaux rendus possibles par ces investissements.

Je réponds à l'Ambassadeur que je n'ai pas eu l'occasion de discuter ces problèmes dernièrement avec M. Stopper, mais que je le verrai à son retour d'Argentine. Je relève que ces questions ne sont pas en relation directe avec les discussions qui vont s'ouvrir à Paris sur la création d'une zone de libre échange et qui doivent porter avant tout sur les relations commerciales. Néanmoins je ne méconnais pas la

./.

nécessité de venir en aide à la Grèce pour qu'elle puisse améliorer sa situation économique.

Sur le fonds d'investissement, je rappelle que nous avons toujours été réservés.

Quant à un encouragement à donner par les autorités à l'initiative privée, cela n'est guère possible. En Suisse, les industriels et les banquiers entendent se faire eux-mêmes une opinion sur la manière dont ils travaillent à l'étranger. Cela n'exclut pas qu'on puisse occasionnellement attirer leur attention sur l'intérêt politique qu'il y aurait à faire quelque chose en Grèce.

Dès que M. Stopper sera rentré, je le verrai au sujet de cette affaire.